

Arménie, un an de révolution

■ Il y a un an, Nikol Pachinian était désigné Premier ministre arménien.

■ Il avait mené une étonnante révolution de velours, pacifique et radicale.

■ “La Libre” l’a rencontré à Erevan. Premier bilan.

Il y a un an, le 8 mai 2018, un certain Nikol Pachinian, journaliste de profession et député, était désigné Premier ministre d’Arménie après deux mois de manifestations, de bras de fer et de coups de théâtre. Sept mois plus tard, aux législatives en décembre, son alliance My Step (“Mon pas”) emportait une écrasante victoire avec plus de 70 % des voix.

Rarement, un homme politique peut-il se targuer d’une telle assise populaire. Pour les Européens, un inconnu accédait au pouvoir dans un pays méconnu. Mais pour les Arméniens, Pachinian incarne l’espoir d’un changement radical, la fin de la corruption et des écarts de richesse, la sortie de la pauvreté et de l’isolement géographique du pays.

“Ce fut la révolution la plus pacifique de l’histoire”

Le lendemain de son élection, Pachinian, 44 ans, déclara que le pays avait vécu une révolution sans effusion de sang, ni vitrine brisée, ni chars dans les rues, bref une révolution de velours. “Un *potentat poutinien a été éjecté, et personne n’a été tué*”, a écrit l’hebdomadaire *The Economist* en désignant l’Arménie, fin 2018, comme le pays de l’année.

“*La mémoire du génocide a joué*”, explique Mickayel Zolyan, député de l’alliance pro-Pachinian, “*car les poli-*

ciers n’auraient jamais osé tirer dans la foule alors qu’on s’approchait du 24 avril”, date anniversaire des massacres ordonnés par les Jeunes-Turcs. “*Il n’y a pas eu un seul bâtiment envahi, ni de voiture brûlée. Ce fut la révolution la plus pacifique de l’histoire.*”

Aujourd’hui, les attentes sont énormes et les premières critiques se font entendre.

Les Arméniens attendent du gouvernement qu’il combatte la corruption et mette fin au système féodal du pouvoir. “*Certains s’impatiente, mais pour rien au monde, ils ne voudraient revenir au système d’avant*”, dit Mickayel Zolyan.

Les législatives ont été si époustouflantes que le Parti républicain, détenteur du pouvoir autrefois, et la Fédéra-

tion révolutionnaire arménienne (FRA), le parti au pouvoir lors de la première république arménienne entre 1918 et 1921, n’ont plus aucun député au Parlement. Ils bénéficient de justesse d’un financement public.

Dès lors l’opposition se sent désemparée. “*Nous sommes dans l’opposition à un gouvernement que les gens adorent. C’est la chose la plus difficile à faire aujourd’hui*”, sourit Mane Tandilyan, députée libérale du parti Arménie Lumineuse, qui est le troisième parti au Parlement, avec 18 députés sur 132.

La députée, qui a été brièvement ministre des Transports l’an dernier avant de démissionner, reproche à Pachinian d’avoir nommé des personnes incompétentes à certains postes, dont celui des Finances. “*La bonne volonté ne suffit pas*”, dit-elle.

Le même reproche est adressé par Naira Zohrabian, députée du groupe Arménie Prospère. “*Le problème numéro un de Pachinian, ce sont ses ca-*

dres. Il a nommé des compagnons de route à des postes importants. Mais ceux-ci ne sont pas compétents. Je pense au ministre de l’Éducation notamment”, dit-elle. Cette députée du deuxième groupe au Parlement espère “*que Pachinian ne tombera pas dans le piège de la dictature*” et qu’un véritable changement de système aura lieu.

Le mantra : créer des entreprises et des emplois

L’un des plus importants chantiers du gouvernement est l’élaboration d’un impôt unique sur les revenus (pour stimuler les entreprises et donc faire rentrer plus de revenus budgétaires) et d’un impôt nul pour les “microbusiness” afin d’encourager les start-up. Le pays a connu en 2018 une hausse de son PNB de 5,2 % et ne désespère pas d’attirer des entreprises étrangères, malgré une difficulté majeure : comment exporter dans un pays aussi enclavé, quand le fret aérien est cher et la route vers la Géorgie parfois fermée l’hiver ?

Ch. Ly, à Erevan

Aujourd’hui,
les attentes
sont énormes
et les premières
critiques se font
entendre.
Mais l’opposition
est désemparée.

Nikol Pachinian : “Nous n’allons pas donner un repas aux gens mais leur permettre de réaliser leurs rêves”

Entretien Christophe Lamfalussy
Envoyé spécial à Erevan

Le Premier ministre arménien, héros de la révolution de velours, défend l’ambition de son gouvernement dans cette interview à *La Libre Belgique*.

Vous avez assisté à votre première commémoration du génocide arménien en tant que Premier ministre. Quel est votre sentiment ?

Le 24 avril est un jour très important pour tous les Arméniens. J’ai le même sentiment que ceux-ci à travers le monde. Il est impératif, comme Premier ministre, de poursuivre le processus de reconnaissance du génocide au niveau international et la criminalisation de la négation des génocides, y compris l’arménien. Il faut protéger l’humanité d’autres génocides.

Avez-vous, dans votre famille, vécu le génocide ?

Non, ma famille est originaire de l’Arménie de l’Est. Mais nous les Arméniens, nous sommes une grande famille et considérons toutes les victimes comme des frères et des sœurs. Nous avons la même langue, la même culture, les mêmes églises. C’est un sujet à la fois personnel et national. Chacun, à l’époque, aurait pu être victime du génocide. Parce qu’il était arménien. Peu importait son statut social et ses origines.

Hasan Cemal, petit-fils d’un dirigeant des Jeunes-Turcs, affirme que “nier le génocide, c’est être complice d’un crime contre l’humanité”. Qu’attendez-vous de la Turquie aujourd’hui ?

Chaque pays doit pouvoir se confronter à son passé. Cela le rend plus fort. J’espère que la Turquie sera capable de faire cela. Au cours des dernières décennies, nous avons entendu des écrivains, des universitaires, des journalistes, même des politiciens parler du génocide arménien. Il y a vingt ans, l’expression “génocide arménien” était complètement interdite en Turquie. Maintenant, nous l’entendons même au Parlement. C’est très positif. Ils ne le font pas pour l’Arménie. Mais pour la Turquie. Je considère cela comme une démarche patriotique et apprécie ceux qui en Turquie prennent cette responsabilité. J’imagine combien c’est difficile pour eux.

Envisagez-vous une visite bilatérale en Turquie ?

Non, nous n’avons pas de relations bilatérales. Nous sommes prêts à établir des relations sans préconditions mais malheureusement, la Turquie en a. Il est assez étrange qu’un pays lie ses relations avec un pays voisin à un pays tiers, l’Azerbaïdjan. Nous travaillons à une solution sur le Haut-Karabagh, mais je ne crois pas que notre relation doit être mise en relation avec l’Azerbaïdjan. J’insiste aussi sur le fait que la reconnaissance du génocide n’est pas un sujet dans notre relation avec la Turquie, mais un sujet pour la prévention globale des génocides et la recherche de la paix.

Depuis votre élection, vous avez maintenu des relations équilibrées avec la Russie et l’Europe. Quel est le moteur de votre politique étrangère ?

Nous sommes membres de l’Union économique eurasiatique, de l’Organisation de Traités de sécurité collective, de la Communauté des États indépendants (NdLR : trois organisations liées à la Russie) et en même temps, nous avons un partenariat avec l’Union européenne, un système de préférence généralisée (GSP+, facilite le commerce, NdLR) avec elle, les États-Unis et la Suisse. Nous voulons développer des relations avec tous les partenaires internationaux et non pas avec l’un au détriment des autres. Notre volonté est d’être totalement transparent à ce propos. Nous n’avons pas de secret. Le plus important pour un pays est d’être prévisible pour chacun de ses voisins, d’être un pays fiable, transparent. C’est le cas dans notre relation avec les États-Unis et l’Iran : nous partageons le contenu de nos discussions avec l’un et l’autre.

Donc, malgré les tensions avec les États-Unis, vous allez continuer à développer vos relations avec l’Iran ?

Nous allons essayer et expliquer notre situation à tous nos partenaires. L’Arménie connaît une situation géographique et politique unique. Il est

impossible de construire une politique étrangère sans considérer tous ces facteurs.

Etes-vous un pays non aligné, comme l’était la Yougoslavie autrefois ?

Aucun pays dans le monde ne peut se considérer comme totalement indépendant car nous vivons des temps d’intégration globale où n’importe quel événement dans un pays peut avoir un effet dans un autre, même si ces pays sont très éloignés. Politiquement,

l’Arménie aujourd’hui est un pays indépendant car la seule source de décision vient directement de la volonté libre du peuple. Nous avons eu des élections démocratiques, transparentes, en décembre dernier. Tous les observateurs étrangers l’ont dit.

Aux élections, votre alliance a remporté plus de 70 % des voix. Les attentes sont très hautes. Certains députés nous ont dit qu’il était impossible de vous critiquer tant vous êtes populaire...

Vraiment ? Il y a tant de critiques à mon égard au Parlement et sur les réseaux sociaux...

Comment allez-vous gérer ces attentes dans la population ?

Qui est le principal acteur maintenant en Arménie ? Ce n'est pas le Premier ministre, ce sont les citoyens arméniens. Qui a fait la révolution ? Les citoyens arméniens. Mon rôle n'a été que d'inspirer les citoyens et leur donner confiance dans leurs propres forces. Le rôle du gouvernement est d'inspirer les gens pour qu'ils expriment leur talent économique afin qu'il y ait des opportunités pour tous, les entreprises et les investisseurs, spécialement les petites et moyennes entreprises. En Arménie aujourd'hui, nous avons des médias libres. Nous sommes en train d'établir une justice indépendante. Nous n'allons pas donner un repas aux gens mais leur permettre de réaliser leurs rêves et de combattre leur pauvreté. Nous allons créer des opportunités.